

**GRÈVE RECONDUCTIBLE  
TOURNANTE  
ET RASSEMBLEMENT  
PERMANENT  
DES ÉDUCATEURS/TRICES  
DE VIVRE DANS LA VILLE  
3<sup>ÈME</sup> SEMAINE**



**LES EDUCATEURS(TRICES) EN GREVE DE  
VIVRE DANS LA VILLE ONT LE PLAISIR DE  
VOUS INVITER A UNE "AUBERGE ESPAGNOLE" (CHACUN APPORTE  
A BOIRE OU A MANGER ET NOUS PARTAGERONS TOUT)  
LE LUNDI 19 DECEMBRE 2011 A MIDI  
DANS LE HALL DU CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE.  
ON CONTINUE !**



Nancy, le 9 novembre 2011

Monsieur Michel Dinet  
Président du Conseil Général de Meurthe-et-moselle

Copie à Monsieur Mathieu Klein **vice-président délégué à l'éducation et de l'innovation citoyenne**, chargé des collèges, de la jeunesse et de l'éducation populaire, de la citoyenneté, de la participation, de l'investissement humain, du développement urbain, de la politique de la ville et de la Coopération décentralisée.

Monsieur Jean-Claude Pissenem **vice-président délégué à l'enfance et à la famille chargé de l'Aide Sociale à l'Enfance et de la Protection Maternelle et infantile**.

Et aux organisations syndicales, du public et du privé, aux groupes politiques au CG 54, à nos collègues et à la presse locale.

Monsieur le Président,

En tant que salariés de l'association Vivre dans la Ville, nous nous permettons de vous écrire afin d'attirer votre attention sur les dommages qu'entraînerait la réalisation de ce que vos collaborateurs présentent comme vos projets actuels pour ce qui concerne la jeunesse.

Nous, salariés de Vivre dans la Ville, avons appris par le directeur territorial adjoint enfance et famille Nancy et couronne, qui représentait le Conseil Général, au dernier conseil d'Administration de Vivre dans la Ville du mercredi 19 octobre, que vous vous apprêtiez à supprimer entre 3 et 7 postes dans les équipes de prévention spécialisée privées. Projet confirmé auparavant par le directeur des services territoriaux Nancy et couronne à notre directeur lundi 17 octobre 2011. En revanche, lors d'une rencontre entre des membres du bureau de Vivre dans la Ville et Mathieu Klein, ce dernier avait précisé que les éventuelles suppressions d'emploi ne concerneraient que les postes de « structures » et « n'impacteraient » en aucun cas les postes de « techniciens ». Quelle surprise et qui croire ? Doit-on faire confiance aux élus ou alors à ceux qui les représentent ?

Vous n'êtes certainement pas sans connaître la situation plus que préoccupante des vandopériens avec qui nous travaillons quotidiennement. La crise touche prioritairement les classes populaires. Les derniers chiffres du chômage sont alarmants, presque 10 % de la population active au niveau national, chiffre bien plus important dans les ZUS de l'agglomération. La misère explose : plus de 8 millions de personnes pauvres selon l'INSEE. L'association Médecins du monde dénonce dans son rapport annuel publié la semaine dernière un véritable krach sanitaire dû à la crise économique, mais aussi aux politiques publiques. L'intensité de la pauvreté augmente en France et les jeunes sont les plus touchés, s'inquiète le Secours catholique dans son rapport annuel publié mardi 8 novembre 2011. Intitulé "Jeunes, une génération précaire", ce rapport veut "provoquer une prise de conscience" nationale sur l'ampleur de la précarité chez les 18-25 ans.

Nous ne pouvons comprendre et accepter, dans ce contexte, la mise à mort d'équipes de

terrains, riches de dizaines d'année d'expériences, reconnues localement pour l'efficacité de leur travail. Car comment pouvez-vous imaginer que les éducateurs pourront continuer à travailler sereinement si on les prive de moyens ? A Vandoeuvre, 7 éducateurs, un animateur, une secrétaire et un directeur mettent toute leur énergie pour tenter de trouver des réponses aux situations souvent dramatiques vécues par plus de 16.000 habitants de la ZUS du quartier des Nations. Nous ne nous résignerons pas à voir supprimer trois, deux, ne serait-ce qu'un seul poste.

Notre incompréhension est d'autant plus totale face à cette décision après la lecture de votre éditorial dans le dernier magazine Vivre la Meurthe-et-Moselle : « **Malgré les appels du gouvernement à réduire l'action publique territoriale, je confirme que la politique éducative du conseil général de Meurthe-et-Moselle -pour ne citer que cet exemple- ne sera pas soumise aux soubresauts des prévisions de croissance de marchés financiers incontrôlés. Chacun doit porter et assumer ses responsabilités.** »

Relayés par les organisations syndicales, par le collectif La Prev du 54, ou à titre individuel, depuis février 2011, nous n'avons eu de cesse de nous battre pour la sauvegarde de nos missions et de nos emplois et ce, par le biais de pétitions, de courriers envoyés à nos élus associatifs ou du Conseil Général dans le but d'alerter l'opinion publique et de réveiller la conscience de nos politiques.

La plupart de ces courriers sont restés sans réponses sur le fond. Vous et vos collègues avez préféré tenir des discours condescendants, paternalistes voire menaçants.

Vous dénoncez régulièrement les marchés financiers et la politique gouvernementale qui prend au plus grand nombre au profit de quelques riches amis.

Vous écrivez dans ce même éditorial de Vivre la Meurthe-et-Moselle : **dans les faits c'est une grande majorité de nos concitoyens, et comme toujours les plus humbles, qui paient les errements de quelques puissances financières incontrôlables.**

Quelles actions prendrez-vous pour aider et soutenir ces concitoyens, les équipes qui les appuient au quotidien et les salariés qui sont le dernier rempart contre leur inexorable exclusion ?

Nous serons très attentifs aux décisions prises par l'Assemblée départementale et nous les rendront publiques.

Les choix gouvernementaux depuis l'élection de Nicolas Sarkozy ont fait perdre à la droite toutes les élections, Senat compris.

Au lendemain des primaires socialistes, où tous les observateurs ont conclu que la participation avait été exceptionnelle, ne désespérez pas votre électorat en prenant des décisions qui prouveraient que la politique menée par la gauche n'a rien à envier à celle de droite.

Espérant que vous ne resterez pas indifférent à notre combat, veuillez agréer, Monsieur le président du Conseil Général, l'expression de nos salutations distinguées.

Jean-Christophe BERCHE

Christine DENIS

Alix FAIVRE

Claire LEFEBVRE

Philippe LEJEUNE

Fabien PATROCINIO

Irène PONTE

Mohamed SOURI

Estelle SYLLA

Etienne WUTTUR

Soutenus par Sud Santé sociaux 54 et l'USD CGT Santé et action sociale 54

# NE LAISSONS PAS MOURIR LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE

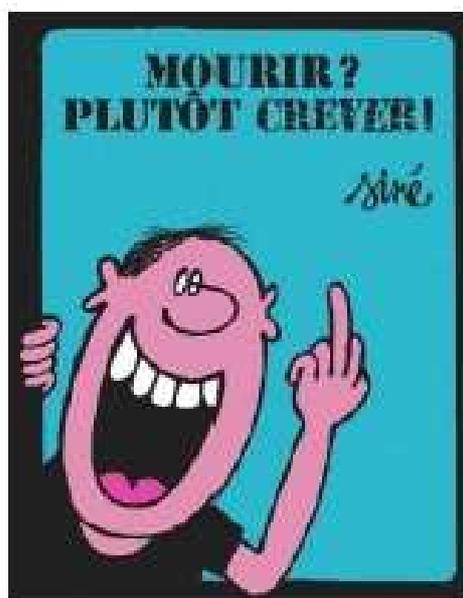
## NOUS NE PAIERONS PAS LEUR CRISE !

Après avoir supprimé des dizaines de postes au sein des services de PMI (Protection Maternelle et Infantile), et des équipes de prévention spécialisée publiques, Monsieur Michel DINET et sa majorité nous annoncent aujourd'hui vouloir encore supprimer entre 3 et 7 postes dans les équipes de prévention spécialisée privées. Pour arriver à ces chiffres, on nous annonce une étude de faisabilité, afin de créer une super structure associative regroupant 3 associations dont une est extérieure à la Prévention spécialisée : Vivre dans la Ville, Jeunes et Cité et Pass' Sport et culture.

## L'OBJECTIF EST UNIQUEMENT COMPTABLE : SUPPRIMER DES POSTES, ENCORE ET ENCORE. NOUS, SALARIÉS DE VIVRE DANS LA VILLE, NE L'ACCEPTONS PAS ET RÉSISTONS !

La prévention a, au contraire, besoin de moyens supplémentaires au vu de la situation plus que préoccupante des personnes avec qui nous travaillons quotidiennement. Les derniers chiffres du chômage sont alarmants, presque 10 % de la population active au niveau national, chiffre bien plus important dans les ZUS de l'agglomération. La misère explose : plus de 8 millions de personnes pauvres selon l'INSEE. L'association Médecins du monde dénonce dans son dernier rapport annuel un véritable krach sanitaire dû à la crise économique, mais aussi aux politiques publiques. L'intensité de la pauvreté augmente en France et les jeunes sont les plus touchés, s'inquiète le Secours catholique dans son rapport annuel publié mardi 8 novembre 2011. Intitulé "Jeunes, une génération précaire", ce rapport veut "provoquer

une prise de conscience" nationale sur l'ampleur de la précarité chez les 18-25 ans.



Nous ne pouvons comprendre et accepter, dans ce contexte, la mise à mort d'équipes de terrains, riches de dizaines d'années d'expériences, reconnues localement pour l'efficacité de leur travail. Car comment peut-on imaginer que les éducateurs pourront continuer à travailler sereinement si on les prive de moyens ?

A Vandoeuvre, 7 éducateurs, un animateur, une secrétaire et un directeur mettent toute leur énergie pour tenter de trouver des réponses aux situations souvent dramatiques vécues par plus de 16.000 habitants de la ZUS du quartier des Nations.

Nous ne nous résignerons pas à voir supprimer trois, deux, ne serait-ce qu'un seul poste.

Notre incompréhension est d'autant plus totale face à cette décision après la lecture de l'éditorial de Michel Dinet dans le dernier magazine Vivre la Meurthe-et-Moselle : « *Malgré les appels du gouvernement à réduire l'action publique territoriale, je confirme que la politique éducative du conseil général de Meurthe-et-Moselle -pour ne citer que cet exemple- ne sera pas soumise aux soubresauts des prévisions de croissance de marchés financiers incontrôlés. Chacun doit porter et assumer ses responsabilités.* »

Pour nous faire entendre, pour le maintien de nos conditions de travail,

## GRÈVE TOURNANTE ET RASSEMBLEMENT PERMANENT

au Conseil Général rue Blandan à Nancy à partir de lundi 5 décembre midi

L'équipe de Vivre dans la Ville soutenue par Sud Santé sociaux 54 et l'USD CGT Santé et action sociale 54

# Grève reconductible tournante et Rassemblement permanent des éducateurs/trices de Vivre dans la Ville

au Conseil Général rue Blandan à Nancy

1<sup>er</sup> jour lundi 5 décembre 2011

9h Distribution de tracts et prise de parole à l'occasion d'un séminaire protection de l'enfance du Conseil Général Espace Jean Jaurès à Vandoeuvre réunissant une centaine de travailleurs sociaux invités à passer voir les éducateurs de Vivre dans la Ville, présents dès 12h dans le hall du CG 54. Invitation honorée par quelques collègues.

9h30 Distribution de tracts à l'IRTS.

12h début du rassemblement permanent, présence de l'Est Républicain et de France 3 Lorraine. Quelques soutiens présents (CGT, Sud) de diverses structures (ARS, Regain 54, Conseil Général, REALISE, La Crise). Discussion avec Marc Saint-Denis (Modem), Conseiller Général de Vandoeuvre Ouest, qui allait déjeuner avec Michel Dinet et avec les Présidents des groupes politiques présents à l'Assemblée départementale. Marc Saint-Denis a pris notre tract du jour et l'a remis à Michel Dinet et aux présidents de groupe.

14h début de la grève reconductible tournante. Rencontre avec Mathieu Klein vice-président délégué à l'éducation et de l'innovation citoyenne, à qui nous avons expliqué notre détermination. Notre mobilisation durera jusqu'à ce que le CG 54 s'engage à nous laisser travailler dans les conditions actuelles (aucune suppression de postes ni baisse de moyens. Pas de fusion entre associations. Nous pensons travailler dans des conditions, bien sûr améliorables, mais supportables, nous sommes motivés par ce qu'on fait, hors de question que cela change. Mathieu Klein a rappelé la position du CG 54, inconciliable avec nos conceptions. La mobilisation continue.

12 heures 17h30 distribution de tracts dans le hall du CG, atelier slogans.

Demain, mardi 6 décembre : Présence au CG de 9h à 17h. Distribution de tracts. Atelier confection de T-shirts revendicatifs.

Distribution de tracts dans les CMS de l'agglomération dans la matinée.

Nous rappelons que chacun peut passer nous apporter son soutien à tout moment, ce mouvement peut durer.

**Rassemblement plus important à l'occasion duquel nous appelons chacun à venir nous rejoindre : Jeudi 8 décembre de 12h à 14h au CG avec repas tiré du sac.**

**A bientôt.**

Les éducateurs/trices de Vivre dans la Ville

## Educateurs en colère en Meurthe et Moselle

Ils se sont d'abord postés devant les portes d'entrée du Conseil général avant d'opter pour une grève perlée



Une poignée de manifestants devant les portes du conseil général, hier matin. Photo Dominique CHARTON

Ils se sont d'abord postés devant les portes d'entrée du Conseil général avant d'opter pour une grève perlée. Les éducateurs spécialisés de l'association vandopérienne Vivre dans la Ville, rejoint par une poignée de collègues de travail entendaient ainsi manifester leur mécontentement à la suite de l'annonce (c'était en juillet dernier) du redéploiement des moyens humains affectés à la politique de solidarité par le conseil général.

« Nous estimons que la PMI et la prévention spécialisée sont en passe de perdre une trentaine de postes. Compte tenu du climat social et économique du moment, ces mesures sont inacceptables », indiquent les manifestants.

Mathieu Klein, vice-président du conseil général en charge du dossier admet volontiers que la montée en puissance du RSA notamment a nécessité, malgré une enveloppe budgétaire stable, un redéploiement des moyens affectés à la politique de solidarité.

« Nous avons mis le paquet sur les personnes âgées, handicapées, sur le volet de l'insertion aussi. Concernant plus spécifiquement la politique de prévention, confiée à des équipes publiques ou associatives, il nous faut engager un travail sur la réorganisation des secteurs d'intervention. C'est ce que nous allons proposer aux communes concernées et au Grand Nancy sachant que notre but est de renforcer notre action sur l'agglomération ».

En attendant les éducateurs, soutenus par la CGT et le syndicat Sud, poursuivent une grève perlée.

F.B

# Grève reconductible tournante et Rassemblement permanent des éducateurs/trices de Vivre dans la Ville

au Conseil Général rue Blandan à Nancy

2<sup>ème</sup> jour mardi 6 décembre 2011

9h – 17 Distribution de tracts permanent et décoration du hall du CG 54. Quelques toutes petites frictions avec la sécurité du CG qui ne supporte pas que l'on se permette de décorer le sapin de Noël avec nos tracts, nos affiches et nos slogans. Le responsable logistique nous informe officiellement que nous sommes les bienvenus dans le hall et uniquement dans le hall. Pour l'instant ça nous va, il fait chaud, il y a de la place, un immense panneau d'affichage et du passage. Nous sommes bien visibles.

Confection de t-shirts revendicatifs.

Quelques personnes remplissent le livre d'or de soutien à la mobilisation.

Quelques Conseillers Généraux viennent nous saluer, en particulier Mr Klein, Mr Pissenem et Mr Vinchelin.

Passage d'un militant de La Crise venu nous soutenir.

Visite de nombreux syndicalistes CGT, Sud et FO, présents à l'occasion d'une Commission technique paritaire interne. Une motion intersyndicale CGT, FO, Sud, CFDT est adoptée et présentée lors de cette CTP indiquant que les organisations syndicales quitteront la séance lorsqu'il sera question du rapport « solidarité » dont dépend la prévention spécialisée afin d'affirmer leur opposition *aux « erreurs » qui se sont glissées dans le rapport, afin que les élus ne puissent dire « on ne savait pas ! » après avoir validé le rapport par leur vote.* Les organisations syndicales du CG ajoutent dans leur motion que 14 postes de Prévention spécialisée ont déjà migré vers d'autres services (9) ou vont le faire (5) à très court terme rien que pour les équipes publiques. Les organisations syndicales rappellent aux élus *que l'assemblée départementale avait voté le premier rapport solidarité qui fixait l'échéance de la mise en œuvre à 3 ans... Les pressions exercées, tant sur les équipes publiques que privées pour trouver toujours plus de postes (à supprimer) sont inacceptables et contradictoires avec le vote des élus.*

Nous avons pris le service de presse du CG en flagrant délit de censure. Il établit une revue de presse quotidienne de l'actualité politique et sociale du département à partir de l'Est Républicain et du Républicain lorrain. Surprise, l'article du matin relatant notre mobilisation n'y apparaît pas.

Demain, mercredi 7 décembre : Présence au CG de 9h à 17h. Distribution de tracts. Envoi massif de cartes postales au père Noël de Libourne.

Nous rappelons que chacun peut passer nous apporter son soutien à tout moment, ce mouvement peut durer.

**Rassemblements plus important à l'occasion duquel nous appelons chacun à venir nous rejoindre : Jeudi 8 décembre de 12h à 14h au CG avec repas tiré du sac. Invitation des collègues du CG, des collègues du secteur social et médico-social et des réseaux militants.**

**Lundi 12 décembre à 12 h, nous appelons les vandopériens à venir nous soutenir.**

**A bientôt.**

Les éducateurs/trices de Vivre dans la Ville



## INVITATION

L'équipe éducative en grève de Vivre dans la Ville a le plaisir de vous inviter à une "AUBERGE ESPAGNOLE" (chacun apporte à boire ou à manger et nous partagerons tout) le **JEUDI 8 DECEMBRE 2011** à midi dans le Hall du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle où nous résidons actuellement.



# Grève reconductible tournante et Rassemblement permanent des éducateurs/trices de Vivre dans la Ville

au Conseil Général rue Blandan à Nancy  
3<sup>ème</sup> jour mercredi 7 décembre 2011

**RAPPEL : Rassemblements à l'occasion duquel nous appelons chacun à venir nous rejoindre : Jeudi 8 décembre de 12h à 14h au CG avec repas tiré du sac. Invitation des collègues du CG, des collègues du secteur social et médico-social et des réseaux militants.**

**Lundi 12 décembre à 12 h, nous appelons les vandopériens à venir nous soutenir.**

Nouvelles du jour : mercredi 7 décembre 2011

9 h, ça s'annonçait plus tendu que les jours précédents. Le directeur-adjoint de la logistique nous informe qu'il a reçu des consignes claires de sa hiérarchie. Nous sommes personnes non grata dans le hall du CG. Raison officielle : une exposition va être montée dans ce hall.

En revanche, nous ne serons pas embêtés si nous acceptons de rester dehors où il fait 6° et il pleut à verse. Nous expliquons que cela ne va pas être possible, que nous ne voulons pas gêner les agents qui installent l'expo, mais que nous ne sortirons pas. Le hall du CG est public, nous y resterons en acceptant de ne pas apposer d'affiches mais en distribuant des tracts. Nous réclamons notre badge de visiteur qui permet à quiconque de circuler librement. On nous refuse le droit de prendre des chaises pour nous assoir alors que des centaines de chaises entassées nous narguent.

Nous allons chercher nos tracts et 2 drapeaux (1 CGT, 1 solidaire) et enfilons nos beaux t-shirts.

Un agent de sécurité un peu chaud profère des menaces directes à un collègue. Nous faisons appeler son supérieur hiérarchique pour lui notifier que cela ne va pas être possible et qu'il fasse ce qu'il faut pour calmer ce grand nerveux. Il nous redit que notre présence dans le hall est illégale. Nous expliquons que nous avons bien compris, mais que notre présence est tout à fait légitime et que nous resterons à l'intérieur. Nous exposons la situation aux responsables syndicaux CGT et Sud du CG. Les camarades de sud vont jouer « les médiateurs » avec la hiérarchie du CG et expliquent qu'avant de nous déloger, il faut un ordre précis écrit que l'on pourra contester. Cet ordre n'est jamais arrivé jusqu'à nous.

9h – 17 Distribution de tracts permanente à tous les visiteurs. Discussions multiples avec des agents de divers services. Soutien affirmé de collègues des équipes de prévention de Briey et Jarville (et de l'association Portes Z'ouvertes par mail).

Distribution de tracts et invitation à nous rejoindre au pique-nique de demain à tous les agents qui déjeunent à la cantine.

Discussions avec les Conseillers Généraux Saint-Denis et Mangin. Marc Saint-Denis expliquant qu'il va falloir trouver une issue à cette crise.

Passage de quelques militant-e-s venus nous soutenir dont La Crise et Gauche unitaire avec soutien officiel.

Visite de quelques syndicalistes Sud et CFDT.

Et le meilleur pour la fin, un grand merci à David de la Crise présent toute la journée qui a animé le piquet avec sa guitare, son ampli, sa voix et son répertoire inépuisable de chansons populaires allant de Yesterday des Beatles à la dame de Haute-Savoie de Cabrel en passant par Léa de Louise Attaque ou encore La bombe

humaine de Téléphone. Prestation plus qu'appréciée par les agents d'accueil et les personnes qui installaient l'exposition. Sa prestation a été applaudie à de nombreuses reprises, les travailleurs reprenant les airs les plus connus. Des enfants se sont arrêtés des dizaines de minutes pour écouter David et lui demander de chanter des morceaux. David sera de nouveau présent avec nous demain.

Demain, jeudi 8 décembre : Présence au CG de 9h à 17h. Distribution de tracts, et sensibilisation sur notre mobilisation. Pique-nique à 12h.

Nous rappelons que chacun peut passer nous apporter son soutien à tout moment, ce mouvement peut durer.

**A bientôt.**

Les éducateurs/trices de Vivre dans la Ville en pleine forme



SYNDICAT DÉPARTEMENTAL  
Union Syndicale SOLIDAIRES

## Résistance en prévention spécialisée

### Grève reconductible contre les suppressions d'emploi

Les éducateurs/trices de l'association *Vivre dans la Ville*, située à Vandœuvre, ont entamé lundi 5 décembre 2011 une grève reconductible tournante avec un rassemblement permanent dans le hall du Conseil Général.

Ils ont ainsi décidé de populariser leur lutte entamée depuis le printemps dernier contre les dizaines de suppressions d'emploi effectuées en prévention spécialisée, en PMI (Protection maternelle et infantile) et dans le service logement du Conseil Général.

### Non à la réorganisation forcée

Sous couvert d'une réorganisation complète de la Prévention spécialisée dans le département, Michel Dinet et sa majorité veulent imposer un rapprochement avant fusion de trois associations à savoir : *Vivre dans la Ville*, *Jeunes et Cité* et *Pass 'sport et culture*. Les arguments avancés par les cadres du Conseil Général sont purement comptables, permettre des économies de structures en supprimant des postes administratifs pour « préserver les postes techniques ».

### Des moyens pour la prévention

Les éducateurs/trices de *Vivre dans la Ville* refusent catégoriquement ce projet de rapprochement. Toute diminution des moyens humains fussent-ils administratifs auront des conséquences directes et immédiates sur leur travail au détriment des publics, toujours plus précarisés pour lesquels ils exercent leur mission.

Comme ils l'écrivent dans leur tract, la prévention a, au contraire, besoin de moyens supplémentaires au vu de la situation plus que préoccupante des habitants des quartiers populaires dans ce contexte de crise économique majeure.

**Sud Santé sociaux 54 appelle les salariés du secteur social et médico-social à venir soutenir ces salariés mobilisés en participant à un**

**rassemblement (pique-nique tiré du sac)  
jeudi 8 décembre 2011 de 12 h à 14 heures  
dans le hall du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,  
rue du Sergent Blandan à Nancy.**

# Grève reconductible tournante et Rassemblement permanent des éducateurs/trices de Vivre dans la Ville

au Conseil Général rue Blandan à Nancy  
4<sup>ème</sup> jour jeudi 8 décembre 2011

**Appel à soutien : Pique-nique de solidarité lundi 12 décembre à 12 h à l'occasion de l'Assemblée départementale et du vote du budget 2012. Venez nombreux-e-s.**

Nouvelles du jour : jeudi 8 décembre 2011

9 h, on nous annonce que des consignes ont été données pour que banderoles et autres affiches doivent rester à l'extérieur du CG mais que par contre nous pouvons entrer pour nous réchauffer, y compris pour boire le café. Il fait plutôt beau à l'extérieur, après nous être concertés, nous nous conformons aux instructions. Nous installons donc nos panneaux, drapeaux et autres banderoles à l'entrée du CG.

9h – 12h : distribution de tracts aux visiteurs et aux agents du CG.

Mathieu Klein est venu nous rencontrer dans la matinée. Echange de points de vue. Il rappelle son point de vue sur les impératifs financiers du CG. Il nous explique qu'il a contacté notre employeur pour échanger sur la situation : grève des éducateurs/trices de VDV qui squattent le hall du CG. Il affirme ne pas comprendre que nous fassions grève contre notre financeur et non contre notre employeur. Nous lui expliquons que notre employeur a les mains liées. Depuis 1 an et demi, le CG adresse des injonctions aux associations et à VDV en particulier, pour qu'elles ne remplacent pas les postes vacants. Nous avons failli perdre un poste d'éducateur lors du changement de directeur à Vivre dans la Ville, le CG nous enjoignant de ne pas remplacer l'éducateur devenu directeur. Alors nous nous adressons au véritable responsable de cette situation, le CG 54. Mathieu Klein nous explique aussi qu'il ne comprend pas notre mouvement. Une grève préventive ça n'existe pas. Les décisions ne sont pas encore prises. Le CG est en phase de discussion avec les responsables associatifs. Nous lui signifions notre désaccord et le paradoxe qu'il y a entre son discours et celui de son administration qui explique que pour le projet de restructuration de la prévention spécialisée au niveau de tout le département a été voté par l'assemblée départementale a été voté en juin et qu'on ne peut donc plus s'y opposer. La grève préventive, c'est pas possible, mais la grève curative, c'est pas possible non plus. Alors on fait quoi Monsieur, si on n'est pas d'accord ?

Nous lui rappelons nos revendications : On veut rester ce qu'on est et qu'on nous laisse travailler.

Mathieu Klein insiste aussi sur le fait que pour lui la PS est un bon outil et il reconnaît l'intérêt de notre travail. Mais il insiste sur le fait qu'il n'a aucune légitimité pour « négocier » avec nous qui ne sommes pas des agents publics territoriaux. Et il refile le bébé à notre employeur. A suivre dans les prochains jours.

12h – 14h Pique-nique de solidarité à notre mouvement. On apprend que notre mouvement est relayé par la radio. France Bleu, c'est sûr, et même France inter nous a-t-on dit, mais ça nous étonne.

Une cinquantaine de soutiens, collègues salariés d'associations vandopériennes (Khamssa, MJC Nomade, Croq'Espace...), collègues de prévention des équipes publiques et de Jeunes et Cité, militants syndicaux CGT et Sud et non syndiqués salariés de nombreuses structures (CG, ARS, UDAF, Regain 54, REALISE, France Télécom, Pôle Emploi...), militants associatifs de la Crise et du FSL, militant de la Gauche Alternative... Excusez les oublis, nous ne connaissions pas tout le monde.

Après une prise de parole expliquant notre mouvement chacun a été invité à exposer la situation dans sa boîte.

La CGT du Conseil Général et l'UFAS CGT nous ont annoncé la mise en place d'une caisse de grève pour nous permettre de faire durer notre mouvement sans que cela soit trop dur financièrement pour chacun-e d'entre nous.

David de la Crise a repris sa guitare pour un petit tour de chants.

14h – 17 Suite de la distribution de tracts permanente à tous les visiteurs. Discussions multiples avec des agents de divers services.

Demain, vendredi 9 décembre : Présence au CG de 9h à 12h. Distribution de tracts, et sensibilisation sur notre mobilisation. Puis à 12h15, transfert devant l'UDAF pour manifester notre soutien aux collègues eux aussi mobilisés. Après-midi de sensibilisation à l'extérieur.

Nous rappelons que chacun peut passer nous apporter son soutien à tout moment, ce mouvement peut durer.

Retour au CG lundi à 9h pour une deuxième semaine de Grève reconductible tournante et rassemblement permanent dans le hall du CG

**A bientôt.**

Les éducateurs/trices de Vivre dans la Ville

Annexe : soutiens

La Crise

**Soutien pour nous évident au mouvement de grève des éducateurs de « Vivre dans la ville » de Vandoeuvre.**

Notre soutien se traduit par :

- des présences de La C.R.I.S.E sur le piquet de grève au Conseil Général de Nancy
- une diffusion large du mouvement de grève.
- Une intervention d'urgence en cas de problème
- La diffusion d'un communiqué et d'un tract selon la durée du mouvement.

Gauche unitaire

### **Communiqué**

La Gauche unitaire 54, membre du Front de Gauche 54, apporte son soutien aux salariés de l'association « Vivre dans la ville », en grève reconductible depuis le 5 décembre pour la défense de leurs emplois et de leur mission de prévention spécialisée auprès de la population de la ZUS du quartier des Nations à Vandoeuvre-les-Nancy.

L'association « Vivre dans la ville » est financée par le Conseil général de Meurthe-et-Moselle.

Celui-ci, après avoir supprimé des emplois publics dans les services de la PMI et de la prévention spécialisée, annonce de nouvelles suppressions d'emplois dans les associations de prévention qu'il finance. Le Président du CG54, pour justifier les choix politiques de sa majorité, invoque la contrainte budgétaire qui pèse sur notre collectivité du fait de la baisse des financements alloués par l'État central, alors même que les missions des collectivités territoriales se multiplient.

Sur ce point, nous ne pouvons que donner raison à la majorité de gauche du CG54.

La responsabilité de la politique de Nicolas Sarkozy est évidente, c'est la rigueur pour les plus démunis et la préservation des privilèges pour les plus riches.

Mais la responsabilité de toute la gauche et de ses élus dans cette situation dramatique, c'est de construire le rapport de force aux côtés des salariés mobilisés et de la population pour refuser l'austérité de Sarkozy. Dans l'urgence, le CG54 doit dégager les moyens nécessaires pour garantir le maintien des emplois dans les associations et dans les services de la PMI et de la prévention spécialisée.

Au-delà, les collectivités locales, les élus et la population doivent se défendre ensemble contre les banques, les spéculateurs et le gouvernement à leurs ordres.

La gauche peut mener et gagner cette bataille, elle est très largement majoritaire dans les assemblées départementales et régionales.

Si elle ne le fait pas, elle prendra la responsabilité de laisser les assemblées locales se transformer en simples exécutantes de la politique de rigueur gouvernementale et de voir les inégalités se creuser entre les territoires.

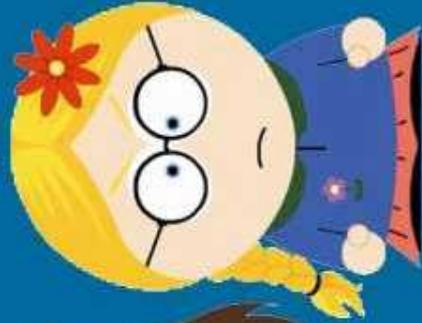
Si elle ne le fait pas, elle tournera le dos au mandat que la population lui a massivement donné aux élections de 2010 et 2011, renvoyant les plus fragilisés par la crise dans la résignation, la démobilisation ou, pire, la tentation réactionnaire et démagogique de l'extrême-droite.

Le combat des salariés de « Vivre dans la ville » est salutaire, il est l'antidote contre la résignation, il nous éclaire toutes et tous sur les responsabilités de la gauche toute entière, tout de suite et maintenant, sans attendre la grande confrontation électorale de 2012.

Nancy, le 8 décembre 2012

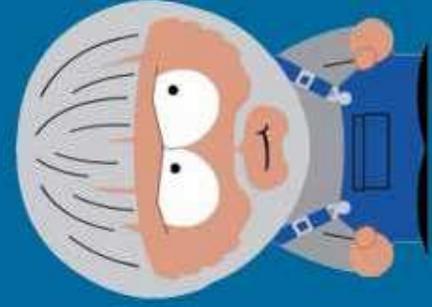
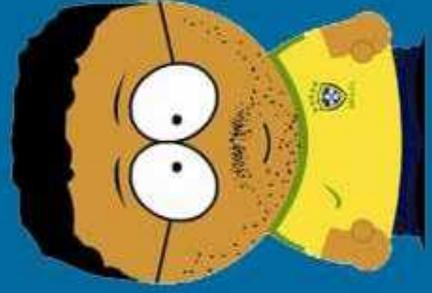
Contact : Bora Yilmaz 06 81 29 15 88

bora.yilmaz@gauche-unitaire.fr



**LES EDUCATEURS (TRICES) EN GREVE DE  
VIVRE DANS LA VILLE ONT LE PLAISIR DE  
VOUS INVITER A UNE "AUBERGE ESPAGNOLE" (CHACUN APORTE  
A BOIRE OU A MANGER ET NOUS PARTAGERONS TOUT)**

**LE LUNDI 12 DECEMBRE 2011 A MIDI  
DANS LE HALL DU CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
OU NOUS RESIDONS ACTUELLEMENT.**



# Grève reconductible tournante et Rassemblement permanent des éducateurs/trices de Vivre dans la Ville

au Conseil Général rue Blandan à Nancy  
5<sup>ème</sup> jour vendredi 9 décembre 2011

**Appel à soutien : Pique-nique de solidarité lundi 12 décembre à 12 h à l'occasion de l'Assemblée départementale et du vote du budget 2012. Venez nombreux-e-s.**

Nouvelles du jour : vendredi 9 décembre 2011

9 h : on nous répète que des consignes ont été données pour que banderoles et autres affiches restent à l'extérieur du CG mais que par contre nous pouvons entrer pour nous réchauffer, y compris pour boire le café. Après concertation, nous décidons de ne pas sortir la grosse artillerie, mais de tenir un coin visibles uniquement avec nos gros cartons, 2 drapeaux syndicaux (CGT et Sud) et munis de nos t-shirts revendicatifs. Le directeur du Cabinet de Michel Dinet nous enjoint de plier nos cartons et de ranger les drapeaux. Nous lui expliquons que cela ne va pas être possible, il fait vraiment trop mauvais dehors pour que nous les sortions. Après une courte discussion, il lâche l'affaire. Nous sommes rejoints par David et sa guitare. Nous poussons la chansonnette, accompagnant David avec de petites percussions. Une autre personne, extérieure à notre groupe joue quelques notes de piano. On se croirait à la fête de la musique. Nous continuons à populariser notre action auprès des visiteurs du CG et des quelques agents non encore informés. Nous réceptionnons quelques adresses mails afin d'envoyer les nouvelles de la lutte.

Une universitaire est venue nous soutenir et a inauguré la caisse de grève.

Nous avons reçu le soutien du NPA 54 Sud.

Nous avons fait quelques photos surprenantes de notre piquet que nous ne manquerons pas de vous faire partager.



12h15 : Nous rangeons le matériel pour partir rejoindre les collègues mobilisés contre les licenciements à l'UDAF, non sans avoir salué le personnel d'accueil et de sécurité du CG, à qui nous donnons rendez-vous pour lundi matin.

Nous apprenons que Mathieu Klein a à nouveau appelé notre employeur hier après nous avoir rencontrés. Notre mouvement dérange de plus en plus. Ils vont bien finir par nous donner satisfaction !

Lundi 12 décembre : Présence au CG de 9h à 17h pour une deuxième semaine de grève reconductible tournante et rassemblement permanent dans le hall du CG. Distribution de tracts, et sensibilisation sur notre mobilisation. Auberge espagnole à midi avec tous les soutiens disponibles.

Nous rappelons que chacun peut passer nous apporter son soutien à tout moment la semaine prochaine, nous serons encore présents au CG tous les jours de 9h à 17 heures, ce mouvement peut durer si le CG ne nous apporte pas les garanties que nous attendons (pas de restructuration ni suppressions de postes, maintien des moyens).

**A bientôt.**

Les éducateurs/trices de Vivre dans la Ville

Annexe : soutiens  
NPA 54 Sud

### **Solidarité avec les grévistes de Vivre dans la Ville !**

Les salariés de l'association Vivre dans la Ville à Vandoeuvre ont entamé un mouvement de grève depuis bientôt une semaine. Ils exigent le maintien des postes de prévention spécialisée et s'opposent à un projet de restructuration impliquant une diminution des moyens leur permettant de remplir leur mission, soutenus par les deux syndicats présents dans l'association CGT et SUD.

Leur mobilisation est originale. Ils sont en grève à tour de rôle, ce qui leur permet d'organiser un piquet continu dans le hall du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, financeur de leur association-employeur et véritable responsable de cette situation.

Comme partout ailleurs dans le secteur social et médico-social, les salariés ne supportent plus la façon dont les tutelles imposent leur vision néolibérale de la société. Toujours moins de personnels et de moyens pour répondre aux besoins de toujours plus de jeunes et de familles, véritables sacrifiés de leur crise.

Le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle explique qu'il est au bord de la faillite, et que du fait du transfert de compétence de l'Etat vers les départements sans financement équivalent, il se voit contraint de supprimer des moyens dans ses compétences non obligatoires (Protection Maternelle et Infantile, Prévention spécialisée et logement) pour les réintégrer vers les missions obligatoires (Handicap, Personnes Agées, Insertion). Tout cela n'est que foutaise. Ce qu'il faut, là, comme ailleurs, c'est une autre répartition des richesses. Ce n'est pas aux éducateurs, ni aux populations qu'ils accompagnent de payer la crise.

Le NPA 54 Sud est pleinement solidaire des grévistes, et agira pour qu'ils ne soient pas isolés. Les luttes dans ce secteur aussi sont nombreuses (autour des CHRS il y a quelques mois, à la PMI, à l'UDAF, dans un CER et à Vivre dans la Ville aujourd'hui, ainsi que pour la défense des conventions collectives). Il faut agir pour que ces luttes réussissent à converger.

Le 8 décembre 2011.

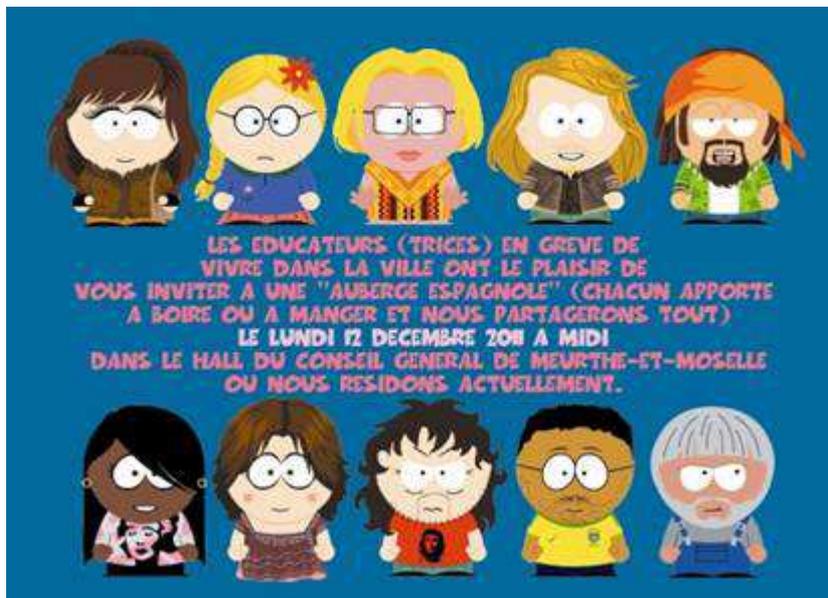
Nous, éducatrices et éducateurs de Vivre dans la Ville à Vandoeuvre, allons débiter lundi 12 décembre notre seconde semaine de grève. Nous manifestons ainsi notre totale opposition aux suppressions de postes en prévention spécialisée initiées depuis des mois par le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle. Cette administration prépare également un projet de restructuration complète de notre secteur qui se manifesterait immédiatement, s'il était adopté, par une baisse substantielle des moyens tant au niveau des effectifs que sur celui des budgets des équipes. Soutenus par les syndicats CGT et SUD, nous sommes en grève tournante, ce qui nous permet de maintenir une présence permanente dans le hall du Conseil Général, financeur de la prévention spécialisée, mission de service public intégrée dans l'Aide sociale à l'Enfance. Dans un contexte où le pouvoir d'achat des salariés ne cesse de baisser, ce mouvement de grève reconductible est un acte fort qui traduit notre détermination. Nous ne supportons plus les grands discours sur l'importance du travail que nous fournissons auprès des populations les plus précaires, nous voulons des actes, des engagements écrits nous certifiant que demain nous continuerons à remplir nos missions avec les mêmes moyens matériels et humains.

Nous organisons lundi à midi, sur le lieu de notre grève, le hall du Conseil Général, un pique-nique militant, auquel nous avons convié les vandopériens persuadés du bienfondé de nos missions et tous nos collègues du secteur social, médicosocial et du service public. A cette occasion, la presse sera la bienvenue.

Nous sommes convaincus que les responsables du Conseil Général 54 finiront par nous donner satisfaction.

Les éducatrices/teurs de Vivre dans la Ville.

Contact : Jean-Christophe BERCHE 0632377981



# Grève reconductible tournante et Rassemblement permanent des éducateurs/trices de Vivre dans la Ville

au Conseil Général rue Blandan à Nancy  
6<sup>ème</sup> jour lundi 12 décembre 2011

**Appel à soutien : RV mardi 13 décembre 2011 à 9 h. L'Assemblée départementale vote en 1<sup>er</sup> point le financement du rapport solidarité qui inclut la Prévention Spécialisée associative. Nous souhaiterions que les personnes disponibles (grève nationale du 13/12 pour certains) nous rejoignent dès le matin.**

Notre mobilisation ne s'était pas totalement interrompue avec le Week-end. Nous avons distribué quelques invitations à notre pique-nique militant de lundi dans différents quartiers de Vandoeuvre. Quelques discussions intéressantes ont confirmé l'importance du travail de l'équipe de Vivre dans la Ville dans certains parcours de vie.

## **Nouvelles du jour : lundi 12 décembre 2011**

La presse avait été invitée à relayer notre mobilisation par ce communiqué :

*Communiqué de presse 11/12/2011*

*Nous, éducatrices et éducateurs de Vivre dans la Ville à Vandoeuvre, allons débiter lundi 12 décembre notre seconde semaine de grève. Nous manifestons ainsi notre totale opposition aux suppressions de postes en prévention spécialisée initiées depuis des mois par le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle. Cette administration prépare également un projet de restructuration complète de notre secteur qui se manifesterait immédiatement, s'il était adopté, par une baisse substantielle des moyens tant au niveau des effectifs que sur celui des budgets des équipes. Soutenus par les syndicats CGT et SUD, nous sommes en grève tournante, ce qui nous permet de maintenir une présence permanente dans le hall du Conseil Général, financeur de la prévention spécialisée, mission de service public intégrée dans l'Aide sociale à l'Enfance. Dans un contexte où le pouvoir d'achat des salariés ne cesse de baisser, ce mouvement de grève reconductible est un acte fort qui traduit notre détermination. Nous ne supportons plus les grands discours sur l'importance du travail que nous fournissons auprès des populations les plus précaires, nous voulons des actes, des engagements écrits nous certifiant que demain nous continuerons à remplir nos missions avec les mêmes moyens matériels et humains.*

*Nous organisons lundi à midi, sur le lieu de notre grève, le hall du Conseil Général, un pique-nique militant, auquel nous avons convié les vandopériens persuadés du bienfondé de nos missions et tous nos collègues du secteur social, médicosocial et du service public. A cette occasion, la presse sera la bienvenue.*

*Nous sommes convaincus que les responsables du Conseil Général 54 finiront par nous donner satisfaction.*

*Les éducatrices/teurs de Vivre dans la Ville.*

9 h, présents au CG aujourd'hui pour l'exposition sur le 4<sup>ème</sup> âge et l'Assemblée départementale, les journalistes nous ont snobés, mais n'ont pu que constater que nous sommes là et bien là. Nous sortons notre matériel et nous installons de façon à être les plus visibles possibles sans gêner l'exposition.

Vers 10h30, nous décidons d'aller assister à l'Assemblée Départementale. Nous ne prenons qu'un panonceau et nous dirigeons vers les bancs du publics. Dans les 2 secondes qui suivent notre entrée, le Président du CG a un coup de sang et hurle que si nous ne rangeons pas notre tout petit panneau, il interrompra la séance. Nous

pouvons rester dans le public à la condition de ne pas afficher nos oppositions. Tout signe ostentatoire est proscrit. Après concertation, nous décidons de baisser notre panneau. Notre entrée n'est pas passée inaperçue, y compris en présence de la presse.

Nous avons assisté à une pièce de théâtre digne des meilleurs guignols.

Le Président du CG donne la parole à ses pairs, les interrompt quand ils sont trop longs ou quand ce qu'ils disent ne lui plaît pas. Il a toujours un bon mot qu'il est parfois le seul à comprendre. La majorité départementale vote comme un seul homme, élu du Front de Gauche compris, quand on leur demande ce qu'il font. La plupart du temps, M Dinet n'interroge que l'opposition, estimant que le vote de sa majorité lui est acquise. Le Modem et la droite s'abstiennent le plus souvent.

Un militant communiste a contribué à la caisse de grève. Merci à lui.

12h – 14h Pique-nique de solidarité à notre mouvement. Une trentaine de soutiens, collègues salariés d'associations vandopériennes (MJC Nomade, Réponse...), des vandopériens que nous avons invités, des militants syndicaux CGT et Sud et des non syndiqués, salariés de nombreuses structures (CG, ARS, France Télécom ), des militants associatifs de la Crise, des militants de la Gauche Alternative, du parti communiste français et du NPA... Excusez les oublis, nous ne connaissons pas tout le monde.

Lors de la prise de parole d'un collègue expliquant notre mouvement, les élus du front de gauche se sont joints au groupe, suivis de Mathieu Klein venu écouter ce qui se disait.

Un militant communiste a contribué à la caisse de grève. Merci à lui.

David de la Crise a repris sa guitare pour un petit tour de chants.

14h – 17h Suite de la distribution de tracts permanente à tous les visiteurs. Discussions avec des agents de divers services et des visiteurs. Ecoute studieuse des débats de nos zélus en attente du rapport solidarité qui ne sera finalement discuté que demain. Un moment fort de l'après-midi : René Mangin présentait le rapport sur le personnel du CG. Un élu UMP s'est offusqué que le rapport soit présenté bien que les organisations syndicales du CG ont quitté conjointement la Commission Technique Paritaire le 6 décembre pour manifester leur désaccord avec les calculs de l'administration concernant les suppressions de postes en Prévention spécialisée. (Voir compte-rendu du 6 décembre). Selon cet élu, le quorum n'était pas atteint, il fallait reconvoquer une CTP pour trouver un accord. Arguments réfutés par plusieurs élus majoritaires et par le Président du CG. On a presque eu envie d'applaudir la droite. C'est dire !!! Ensuite Marc Saint-Denis (MODEM) a dit deux mots sur les désaccords syndicaux avec la politique départementale en matière de Prévention Spécialisée. Nous marchons sur la tête.

Demain, mardi 13 décembre : Présence au CG dès 8h30. Nous souhaitons interpeler directement les élus pour leur dire qu'ils vont voter un budget qui intègre une restructuration de la Prévention spécialisée. Si des postes sont supprimés demain dans les associations, ils ne pourront dire qu'ils ne savaient pas. Et, alors qu'on nous dit que c'est incohérent de manifester avant une décision publique, qu'on ne nous dise pas qu'il est trop tard une fois que les textes ont été votés.

Présence au CG jusqu'à 17 heures puis rencontre avec nos administrateurs.

Nous rappelons que chacun peut passer nous apporter son soutien à tout moment, ce mouvement peut durer.

**A bientôt.**

Les éducateurs/trices de Vivre dans la Ville

# Grève reconductible tournante et Rassemblement permanent des éducateurs/trices de Vivre dans la Ville

au Conseil Général rue Blandan à Nancy  
7<sup>ème</sup> jour mardi 13 décembre 2011

**Appel à soutien : Appel à soutien : Pique-nique de solidarité lundi 19 décembre de 12 h à 14 h dans le hall du Conseil Général.**

## **Nouvelles du jour : mardi 13 décembre 2011**

8h30, nous sommes matinaux aujourd'hui car nous ne voulons pas rater l'ouverture de la session de l'Assemblée départementale. Le premier rapport prévu est le Rapport 16, dédié à la prévention spécialisée privée. Dès 9h, nous nous rendons dans les rangs du public, soutenus par des collègues de Sud ARS, de l'UFAS CGT Moselle et de la Crise. De nombreux Conseillers Généraux Front de Gauche, EELV, PS et même un UMP viennent nous saluer. Discussion avec René Mangin à qui nous expliquons que nous souhaitons prendre la parole après la présentation du rapport par Mathieu Klein. René Mangin explique qu'il va jouer l'émissaire pour que Michel Dinet nous laisse faire une courte intervention avant le vote de ce rapport qui aura des répercussions directes sur notre avenir. Mathieu Klein étant en retard, c'est Michèle Pilot qui inaugure la séance en présentant les rapports sur les budgets consacrés aux actions de la commission qu'elle préside sur le handicap et les personnes âgées, tous votés à l'unanimité. Puis Jean-Claude Pissenem présente les rapports sur les budgets de la PMI et de l'ASE, avec son lot d'emplois supprimés et de redéploiements en PMI, rapports également votés à l'unanimité. Arrive enfin la présentation du rapport sur la Prévention spécialisée par Mathieu Klein. Après une présentation des orientations départementales, un rappel du vote du 16 juin dernier, Mathieu Klein explique qu'il propose un amendement au rapport qu'ont les Conseillers Généraux entre leurs mains : à savoir une rallonge de 200.000 € pour la prévention spécialisée associative sans expliquer à quoi serviront ces 200.000 euros (nous acheter, payer un cabinet d'audit pour mieux nous restructurer...) si ce n'est une formule disant en gros qu'elles permettront une fusion paisible. explique que lui et son collègue De Carli (front de gauche du nord du département) ont entamé des discussions avec les responsables des 4 associations de Prévention spécialisée de Meurthe-et-Moselle (Adequat, Portes-z'ouvertes, Jeunes et Cité et Vivre dans la Ville) et d'une cinquième association hors prévention : Pass'sport et Culture. Le projet du CG est un rapprochement, voire une fusion de Jeunes et Cité, Vivre dans la Ville et Pass'sport et Culture au niveau de l'agglomération nancéenne et Adequat et Portes-z'ouvertes pour le Pays haut en vue de faire des économies de structures en mutualisant les postes administratifs à traduire par suppressions de postes. Interventions des différents groupes politiques qui tous, malgré certaines critiques plus ou moins appuyées annoncent qu'ils voteront pour le rapport. Mr Saint-Denis pour le Modem prend notre tract dans la main et explique qu'on ne peut rester insensible à la mobilisation des salariés de Vivre dans la Ville, que la concertation a réellement pêché et qu'il faut apporter des réponses aux grévistes. Mr De Carli présente le travail effectué avec les associations du Nord du département en totale contradiction avec les informations que nous avons de la part des collègues d'une de ces deux associations qui nous écrivent : « *nous tenions à vous dire que nous vous soutenons dans votre action. Nous aussi nous sommes concernés par une obligation de fusion entre les deux associations de prévention du Pays-Haut avec réduction des moyens et élargissement du terrain d'intervention.*

*L'éloignement géographique nous empêche de venir vous soutenir physiquement mais nous sommes avec vous.*

*Merci de nous avoir fait parvenir votre journal nous le lisons chaque matin avec plaisir. »*

Puis Michel Dinet annonce qu'il passe ce rapport au vote, adopté à l'unanimité en 2 secondes chrono. Réalisant qu'on ne nous laisse pas intervenir, nous nous levons, et à haute voix, réclamons la parole. On passe au point suivant annonce Michel Dinet. Nous expliquons de vive voix que nous exigeons de faire une intervention publique d'une minute. La séance continue dans un brouhaha indescriptible. Nous décidons de franchir la frontière entre le public et la salle de l'Assemblée pour provoquer un incident de séance qui nous permettrait de lire à chaque élu les 10 lignes que nous avons préparées afin qu'ils ne puissent dire on ne savait pas. Peine perdue, malgré l'intensité de nos vociférations la séance continua comme si nous n'existions pas. Nous décidâmes alors de regagner notre hall convaincus d'avoir une nouvelle fois attiré l'attention des élus.

Voici le court texte que les élus n'ont pas eu le loisir d'entendre :  
*Educatrices/éducateurs depuis 3 mois ou depuis 30 ans à Vandoeuvre,  
une équipe de 8 salariés a entamé en grève depuis une semaine,*

*pour faire entendre et comprendre qu'à Vivre dans la ville,  
nous avons la chance d'être encore motivés,*

*de travailler avec passion, avec conviction,  
que c'est de plus en plus rare, difficile, fragile*

*et que ce n'est pas une question de chance :  
nous sommes une équipe soudée malgré sa diversité*

*dans une petite structure,  
sur un même quartier (une grande ville d'ailleurs)*

*depuis longtemps,  
avec de l'autonomie et de la souplesse dans notre travail.*

*En grève depuis une semaine juste pour pouvoir  
rester ce que nous sommes  
et continuer ce que nous faisons tout en sachant qu'objectivement nous devrions demander plus.*

Dès notre sortie, nous sommes immédiatement rejoints par Jean Loctin, Conseiller UMP qui explique qu'il aurait voulu interrompre la séance pour nous entendre mais qu'il redoutait d'être mal reçu par nous vu son appartenance politique. La discussion prend vite fin.

Peu après Marc Saint-Denis nous explique que nous n'aurions pas dû quitter la salle, qu'on a parlé de nous après notre départ. De nombreux Conseillers Généraux réclament l'ouverture d'un vrai dialogue avec nos représentants associatifs et les salariés mobilisés.

Le reste de la journée s'est déroulé en musique avec discussions multiples, diffusion de tracts. 2 collègues sont allés au meeting intersyndical organisé à midi et ont pris la parole devant les syndicalistes présents. Nous avons reçu la visite de responsables de Sud santé sociaux et de la FSU et de quelques militants à titre individuel. Nous avons le soutien de la section de Nancy du PCF (Communiqué en annexe).

Marc Saint-Denis est repassé nous voir en fin d'après-midi et nous a remis une lettre ouverte qu'il adresse ce soir à la presse pour demander l'ouverture d'une discussion permettant de dénouer la situation.

A 18 heures, nous avons rencontré nos administrateurs qui nous ont affirmé comprendre nos actions car eux-mêmes sont clairs sur le fait qu'ils refusent toute suppression de postes. Ils disent en revanche ne pas être opposés au rapprochement avec Jeunes et Cité si ça se fait avec des garanties le maintien des postes et sur le contenu de la mission de prévention spécialisée. Nous décidons de nous tenir au courant des initiatives prises de part et d'autre.

Demain, mercredi 14 décembre : Présence au CG de 9h à 17h. 15h30-16h accueil d'une petite délégation du Comité Local du Front de Gauche du Bassin de Longwy-Longuyon-Villerupt qui vient apporter le soutien du Front de Gauche du Nord du Département et des militants de la 3ème Circonscription 54 (Longwy-Briey) à cette action

Nous rappelons que chacun peut passer nous apporter son soutien à tout moment, ce mouvement peut durer.

**A bientôt.**

Les éducateurs/trices de Vivre dans la Ville

Parti communiste français  
section de Nancy  
Nancy, le 12 décembre 2011

## COMMUNIQUE

La section de Nancy du PCF apporte son soutien aux salariés de l'association « Vivre dans la ville » actuellement en grève reconductible pour la sauvegarde de leurs emplois et la défense de leur mission. Dans le contexte de crise que nous connaissons, crise vécue au quotidien par des centaines de familles et de jeunes dans les villes et les quartiers, amoindrir les moyens dont dispose la Prévention spécialisée, fragiliser les associations qui en ont la charge, c'est porter des mauvais coups au plus mauvais moment.

C'est vrai, la responsabilité première de cette situation revient au gouvernement et à ses relais locaux qui asphyxient les collectivités locales et les somment de supprimer une partie des réponses sociales apportées aux populations.

Le PCF et ses élus, à travers l'Association nationale des élus communistes et républicains, ont multiplié depuis des mois les initiatives de lutte en direction de l'Assemblée nationale et des préfectures, y compris en Meurthe-et-Moselle, pour exiger de l'Etat les moyens nécessaires au bon fonctionnement des collectivités locales et pour éviter ainsi un recours supplémentaire et massif à l'impôt local dont sont de plus en plus exonérées les entreprises.

La majorité du Conseil général de Meurthe-et-Moselle doit maintenir sa priorité pour le social et dégager les moyens nécessaires au maintien des postes et de la mission concernés. La majorité du Conseil général, ses composantes politiques doivent, avec les autres collectivités, constituer ensemble un point d'appui et de résistance pour tous ceux qui luttent aujourd'hui contre l'austérité que le gouvernement, à la botte des capitalistes et de ses agences de notation, veulent nous imposer. Elles doivent dès à présent et pour demain ouvrir clairement des perspectives en s'engageant sur des réformes de la fiscalité locale qui rompent catégoriquement avec l'existant.

**La section PCF appelle donc les salariés et la population à participer à toute initiative qui sera décidée par l'intersyndicale et les salariés en lutte.**

Pour la section,  
le secrétaire  
Christian POIRSON



**LES EDUCATEURS(TRICES) EN GREVE DE  
VIVRE DANS LA VILLE ONT LE PLAISIR DE  
VOUS INVITER A UNE "AUBERGE ESPAGNOLE" (CHACUN APORTE  
A BOIRE OU A MANGER ET NOUS PARTAGERONS TOUT)  
LE LUNDI 19 DECEMBRE 20M A MIDI  
DANS LE HALL DU CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE.  
ON CONTINUE !**



# Grève reconductible tournante et Rassemblement permanent des éducateurs/trices de Vivre dans la Ville

au Conseil Général rue Blandan à Nancy  
8<sup>ème</sup> jour mercredi 14 décembre 2011

**Appel à soutien : Appel à soutien : Pique-nique de solidarité lundi 19 décembre de 12 h à 14 h dans le hall du Conseil Général.**

## **Nouvelles du jour : mercredi 14 décembre 2011**

Présence de 9h à 17h

Diffusion de tracts à tous les visiteurs du CG et aux agents non encore informés.

De nombreux soutiens sont encore venus nous rencontrer (militants de La Crise, SUD et CGT CG, CGT Pôle emploi, collègue de prévention de l'équipe de Jarville, NPA, Front de Gauche du Nord du département). Nous restons en contact permanent avec les responsables départementaux CGT et SUD des fédérations santé-social. Le camarade de Sud et le Front de Gauche du pays haut ont contribué à la caisse de grève.

Marc Saint-Denis (Modem) continue de se tenir informé. Il s'étonne de nous voir encore là malgré l'annonce la veille de la rallonge de 200.000 € pour la prévention associative. Nous lui annonçons que notre position n'a pas varié : nous continuerons la mobilisation tant que nous n'obtiendrons pas d'engagement écrit de la part du CG qu'il n'y aura pas de futures suppressions de postes à Vivre dans la Ville. Et nous continuons à nous opposer au projet de fusion des associations de prévention entre elles et avec Pass'sport et Culture dont le Conseil d'Administration est composé d'élus municipaux de toutes les communes adhérentes. On est à mille lieux de la Prévention spécialisée.

Marc Saint-Denis nous indique que c'est une première qu'un rapporteur de commission annonce une rallonge budgétaire en pleine séance délibérative sans en avoir informé préalablement les membres de la dite commission. Les choses vont se décanter prévoit-il.

Des militants nous annoncent la mise en place d'un comité de soutien à notre lutte. Nous vous tiendrons informés si ça vous intéresse.

Le Front de Gauche du Bassin de Longwy-Longuyon-Villerupt s'engage à interpeller ses élus.

Encore une journée riche.

Anecdote cocasse : Nous lisons attentivement la presse écrite chaque matin car hormis un article dans l'Est Républicain mardi 6 décembre, la presse depuis nous snobe. Les journalistes ont pourtant été témoins de notre intervention en séance hier matin. Au lieu de relater le combat de salariés déterminés à sauver la qualité d'un travail auquel ils croient encore (notre grève reconductible a débuté depuis 8 jours, nos fiches de paie de décembre ou janvier risquent d'être étriquées (les enfants pas de père Noël cette année), voici ce qui les intéresse : les chansons entonnées par les élus lundi à midi. Christophe Dollet nous apprend dans un billet de l'Est Républicain de ce matin que les élus Front de Gauche rejoints par le Conseiller Général UMP de Saint-Max ont chanté Bandiera Rossa, hymne révolutionnaire italien. Rappelons le contexte : nous, salariés de Vivre dans la Ville, venons d'entamer notre seconde semaine de grève reconductible et le lendemain les conseillers Généraux votaient à l'unanimité le rapport afférant à la restructuration complète de la prévention spécialisée associative avec ses dommages collatéraux. Nous ne vivons décidément pas dans le même monde que ces gens-là !

2 collègues se sont rendus à la réunion publique organisée ce soir à Nancy avec Jean-Luc Mélenchon afin de le sensibiliser sur notre mobilisation et qu'il interpelle la majorité départementale sur ces choix en matière de politique sociale et de prévention spécialisée en particulier.

Demain, jeudi 15 décembre : Présence au CG de 9h à 10h30. Distribution de tracts aux 600 maires présents dans le hall que nous occupons habituellement. Le hall étant plein, nous irons ensuite distribuer des tracts à

Vandoeuvre.

Nous profiterons de cette journée un peu moins pour nous reposer un peu. La grève fatigue. Qui veut voyager loin ménage sa monture.

Nous serons de nouveau présents la journée complète 9h – 17h à partir de vendredi 16 décembre.

**Nous rappelons que chacun peut passer nous apporter son soutien à tout moment, ce mouvement peut durer.**

**A bientôt.**

Les éducateurs/trices de Vivre dans la Ville

Annexe 1 :

Motion de soutien de la CGT Pôle Emploi Lorraine qui sait ce qu'entraîne réellement une fusion.

Annexe 2 : Communiqué Philippe Marx Front de Gauche



## Motion de soutien aux éducateurs en grève de Vivre dans la ville

Après s'être attaqué à la PMI en supprimant des dizaines de poste, le conseil général de Meurthe-et-Moselle, s'attaque aux équipes de prévention spécialisée en voulant supprimer plusieurs postes et en voulant diminuer les budgets, via une fusion de plusieurs associations.

A Pôle emploi, issu de la fusion de l'ANPE et des ASSEDIC, nous savons ce que veut dire fusion : dégradation des services rendus à nos usagers, destruction des missions (placement, indemnisation), dégradation des conditions de travail, etc.

Partout on essaye de faire payer la note de l'austérité, de la crise, aux populations les plus défavorisée et aux salariés, par des coupes sombres dans les budgets de fonctionnement et d'intervention des services publics et des politiques sociales.

A une époque où une partie croissante de la population, en particulier dans les quartiers populaires, est fragilisé par la crise du capitalisme, il est intolérable de vouloir faire des économies sur la politique sociale et l'aide aux personnes les plus démunies.

Nous n'avons pas à payer la crise des banquiers et des capitalistes !

De l'argent pour les services publics et la politique sociale, il y a en a dans les coffres des capitalistes et des boursicoteurs !

C'est pour cela que la CGT Pôle emploi Lorraine suit avec intérêt la lutte des salariés de Vivre dans la ville. Nous vous soutenons dans votre combat pour le maintien des effectifs et des budgets, car notre combat est commun !





Philippe MARX

# "Place au Peuple" "L'Humain d'abord"



Jean-Luc MATHON

Villerupt le, 14 Décembre 2011

**FRONT DE GAUCHE**

**PCF**

**gauche**

**gauche**

**gauche**

**FASE**

[www.placeapeuple2012.fr](http://www.placeapeuple2012.fr)  
[www.pmarxlegislatives54.fr](http://www.pmarxlegislatives54.fr)  
[philippe@philippemarx.com](mailto:philippe@philippemarx.com)

Comment ne pas entendre des éducateurs motivés à continuer une mission des plus difficiles aux côtés des jeunes dans la ville, dans les quartiers ?

Précarité, pauvreté, aggrave la situation actuelle. Nous ne pouvons pas accepter que soit mis de côté des humains, tout doit être fait pour améliorer le quotidien des familles, des jeunes dans les quartiers de la ville.

Être de Gauche, se dire de Gauche, veut aussi dire être solidaire. Alors que Michel Dinet se fait fort de parler de l'agence 3 5, celui-ci refuse d'entendre ce que l'on a à dire les grévistes de l'association « Vivre dans la Ville ». C'est tout simplement **INNACCEPTABLE !**

En tant que Communiste, candidat Front de Gauche aux Législatives sur la 3<sup>ème</sup> Circonscription de Meurthe-et-Moselle, par ma présence, je tiens à vous apporter tout mon soutien.

Aujourd'hui, nous disons « Place au Peuple », alors si on est de Gauche, il faut aussi entendre ce Peuple. Dans la vie, il n'y a pas que des problèmes budgétaires, notre devoir est de préparer l'avenir, l'avenir de nos jeunes, car demain, ce seront nos jeunes qui seront là.

Pour concrétiser notre soutien à votre mouvement, nous allons écrire une lettre au Président du Conseil Général ainsi qu'aux élus de la majorité afin que ceux-ci mettent tout en œuvre pour dégager des moyens nécessaires au maintien de vos postes et de vos missions concernées.

Nous allons interpellier nos élus du Front de Gauche pour qu'ils prennent une position claire et nette quant à votre situation.

Pour qu'ils insistent auprès du Président du CG afin de vous faire entendre.

Faire de la politique autrement est devenu indispensable dans ce pays, « Place au Peuple », alors écoutons ce que le peuple a, à nous dire ! L'Humain n'est pas une marchandise, l'Humain, doit pouvoir être entendu par toutes et par tous.

Si les budgets se raccourcissent d'année en année, ce n'est pas la faute aux populations, les élus doivent tout mettre en œuvre pour sensibiliser les populations à réagir et à agir.

Gérer la crise, gérer les déficits, n'est pas faire de la politique.

Ce n'est que dans la concertation, dans le dialogue, ensemble que nous pouvons remédier à corriger la politique Nationale.

C'est avec le Peuple que nous devons avancer, pour cela, tout doit être fait pour que le peuple soit réellement informé et motivé à la réaction.

C'est aussi le rôle d'un élu de Gauche, que d'être un « leader » et non un gestionnaire.

Nous appelons, j'appelle, la population à participer à toutes vos initiatives qui auront comme objet de sauvegarder vos postes et vos missions.

Nous vous souhaitons bon courage et sachez que des gens sont solidaires non pas avec les trois 5 mais SOLIDAIRE tout court avec vous et vos actions.

Fraternellement,

Philippe MARX  
Candidat aux élections Législatives  
3<sup>ème</sup> Circonscription de Meurthe-et-Moselle

# Grève reconductible tournante et Rassemblement permanent des éducateurs/trices de Vivre dans la Ville

au Conseil Général rue Blandan à Nancy  
9<sup>ème</sup> jour jeudi 15 décembre 2011

**Appel à soutien : Pique-nique de solidarité lundi 19 décembre de 12 h à 14 h dans le hall du Conseil Général.**

**Mercredi 14 décembre dans la soirée :** Un éducateur gréviste est allé hier soir accompagné du secrétaire CGT USD Santé / Action Sociale au meeting de Jean-Luc Mélenchon.

Le but était de l'interpeller par rapport au vote des conseillers généraux 54 affiliés "Front de Gauche" les 23 juin et 13 décembre derniers ainsi que leur participation active dans le processus de réorganisation et de restructuration de la prévention spécialisée privée en Meurthe-et-Moselle.

Le meeting se déroulait à Sciences Po Nancy et le public d'environ 350 personnes était composé d'étudiants et de militants politiques et syndicaux.

Son discours, dans lequel l'économie mondialisée, les enjeux économiques européens, l'éducation, la jeunesse, etc. ont pris une place importante, a duré plus d'une heure. Il a aussi énuméré des mesures concrètes qu'il prendrait au cas où il accéderait aux plus hautes responsabilités.

Notre collègue demande la parole et on lui donne le micro.

Il se présente et il explique simplement la situation dans laquelle nous sommes à Vivre dans la Ville. En grève depuis le 5 décembre 2011 pour signifier notre refus de perdre des postes face à un projet de suppressions dans le public et le privé.

Il explique que 8 élus apparentés au Front de Gauche siègent à l'assemblée départementale et qu'ils ont tous voté le 23 juin dernier pour la suppression de 39 postes en PMI, Prévention Spécialisée et Logement et qu'ils ont tous voté pour la réorganisation de la Prévention Spécialisée privée ce 13 décembre.

Il explique qu'ils étaient à peine venus nous saluer alors que nous sommes en grève depuis le 5 décembre 2011.

Il a dit que de là où nous sommes, nous avons l'impression que ces élus sont trop éloignés de nos préoccupations. Qu'entre le discours et les actes, il nous paraît y avoir un fossé.

Sa question : "*Pensez-vous qu'un élu du Front de Gauche doit tenir compte des luttes des salariés et éventuellement les soutenir ?*".

La réponse de JL M : "*Je ne connais pas la situation, donc j'aurais du mal à en parler. Mais si ces élus ont un tel comportement, ne votez pas pour eux !*".

Ensuite, JLM a expliqué qu'il connaissait bien les manières de procéder du PS ("j'en viens") : il y a un budget et c'est le budget qui décide.

Puis, en gros, il a fait un éloge des clubs de prévention spécialisée, (c'est ce qu'il y a de mieux pour intervenir sur des quartiers auprès de jeunes) louant leur spécificité, le travail de fourmi, l'anonymat. Seul bémol : là où les éducateurs, il y a 20 ans n'avaient que quelques jeunes, ils en ont aujourd'hui malheureusement des centaines à cause de la crise. Il faut agir sur la source des problèmes. "Et vous ne pourrez pas tenir longtemps comme ça, la tâche est trop importante pour seulement des poignées d'éducateurs"... "attention à l'usure professionnelle et à la dépression".

"Et bien sûr, il est important de faire le lien entre syndicalisme et politique, c'est étroitement lié".

Après une ou deux autres questions, applaudissements et ciao.

Dehors, notre collègue est interpellé. Ceux qui sont venus nous soutenir au CG le pardonnent et comprennent son intervention, prennent des nouvelles. Mais il sent des tensions à son égard. Des réactions vives de certains militants lui donnent le sentiment d'être un saboteur. Pourtant, Philippe LECLERC est venu le rassurer en lui disant que son intervention n'a pas été aussi gênante qu'il l'avait imaginée quand il l'a vu prendre la parole. Nous espérions au moins un écho dans la presse ce matin. En vain.

## **Nouvelles du jour : jeudi 15 décembre 2011**

Présence de 9h à 11h au CG. Le service logistique est en pleine action avec l'installation de 600 chaises dans le hall. Notre présence gêne les salariés qui s'activent. Après concertation, nous décidons de nous installer dans le couloir en surplomb du hall ce qui crée un incident diplomatique. Nous ne sommes plus dans la partie publique du CG mais dans la partie administrative. Il s'en suit une séance de négociation. Si nous ne sommes pas dans le hall, ce n'est pas de notre fait. Finalement, l'administration nous laisse à la condition que nous n'empêchions pas les gens de circuler, ce qui n'était pas dans nos objectifs. Nous ne sommes restés que 2 heures car par la suite, nous sommes allés devant le Lidl et les Nations à Vandoeuvre distribuer des invitations pour le pique-nique de lundi midi.

Un militant de Sud éducation en grève aujourd'hui nous a apporté les croissants. Quelques visiteurs du CG ont signé notre livre d'or de mobilisation. Renfort d'une collègue de la MJC Etoile, d'un militant NPA. Discussions avec plusieurs syndiqués CGT CG, 2 collègues de prévention du Haut-du-Lièvre, une salariée du service personnes âgées du CG. Partout la coupe est pleine. « Tenez bon les gars ». « On devrait faire de même ». On apprend qu'une réunion exceptionnelle a lieu lundi soir entre le bureau de notre association et Mathieu Klein. Ca bouge !

Venez nombreux et nombreuses nous soutenir lundi à midi. Les choses peuvent se décanter.

Demain, vendredi 16 décembre : Présence au CG de 9h à 17h. Distribution de tracts et présence visible dans le hall du CG.

**Nous rappelons que chacun peut passer nous apporter son soutien à tout moment, ce mouvement peut durer.**

**A bientôt.**

Les éducateurs/trices de Vivre dans la Ville

# Grève reconductible tournante et Rassemblement permanent des éducateurs/trices de Vivre dans la Ville

au Conseil Général rue Blandan à Nancy  
10<sup>ème</sup> jour vendredi 16 décembre 2011

**Appel à soutien : Pique-nique de solidarité lundi 19 décembre de 12 h à 14 h dans le hall du Conseil Général.**

## Nouvelles du jour : vendredi 16 décembre 2011

Présence de 9h à 17h dans le hall du CG. Nous sommes vite rejoints par notre guitariste préféré, militant de la Crise. Nous continuons la sensibilisation. Plusieurs agents de différents services nous font part de leur ras l'bol devant le contraste existant entre l'affichage du CG 54 (Conseil Général social, écologiste, solidaire) et la réalité vécue par les agents au quotidien. Les « *Tenez-bon les gars* » sont permanents.

Nous recevons le soutien de l'UNEF de Nancy (Communiqué en annexe).

De nombreux syndicalistes CGT et SUD Conseil Général passent nous voir et nous apportent un soutien moral et financier conséquent. Vraiment merci à eux. Nos enfants vont être contents. Nous allons au moins pouvoir remplir un peu les souliers sous notre propre sapin que l'on va être obligé d'installer dans le hall le 24 décembre et où on va inviter enfants et conjoints...

Nous n'avons pas de nouvelles de Mathieu Klein. Pour rappel, nous avons adressé un courrier à Michel Dinet avec copie à Mathieu Klein et Jean-Claude Pissenem le 6 novembre dernier. Mathieu Klein s'était engagé le 5 décembre à répondre à ce courrier. « *Je réponds toujours nous avait-il déclaré* ». Nous attendons toujours son courrier.

Il rencontre le bureau de notre association lundi 19 décembre dans la soirée. Sera-t-il Père Noël ou Père fouettard ?

En feuilletant la revue de presse du Conseil Général du 15 décembre, nous nous rendons compte que nous étions passés à côté d'un article de l'Est Républicain du 15 décembre qui faisait référence à notre lutte.

Dans son billet titré Absence F.B. écrit : « *Les oreilles de Stéphane Hablot, maire de Vandoeuvre, ont singulièrement dû siffler mardi tandis que se tenait la session plénière du conseil général consacrée au budget primitif 2012. Une poignée d'éducateurs spécialisés salariés de l'association Vivre Ensemble (sic), qui œuvrent sur Vandoeuvre, avaient en effet pris place dans les travées réservées au public. Depuis le début de la semaine (resic), ils manifestent pacifiquement leur inquiétude dans le hall de l'hôtel Blandan suite à l'annonce en juillet dernier d'une réorganisation des services de prévention spécialisée. Le rapport plutôt consensuel présenté par Mathieu Klein en cours de séance n'a pas calmé les esprits. Désireux d'intervenir dans les débats les salariés se sont vus adresser une fin de non-recevoir par Michel Dinet. L'occasion pour Marc Saint-Denis de donner également de la voix (à plusieurs reprises d'ailleurs) pour dénoncer l'absence du maire de Vandoeuvre par ailleurs conseiller général. « Votre insistance confine à la lourdeur », lui a fait remarquer Mathieu Klein. Ce qui n'a pas empêché Marc Saint-Denis de faire passer l'après-midi même une lettre ouverte adressée à Stéphane Hablot dans laquelle il lui demande instamment de prendre ses responsabilités et d'intervenir auprès de la présidente de l'association Vivre Ensemble.*

« *Il est inadmissible de laisser pourrir une telle situation, laissant de côté les actions de terrain des salariés en grève.* »

« *Il est vrai que le maire de Vandoeuvre siège aussi au conseil d'administration de la dite association...* »

Même si nous nous sommes réjouis que l'Est Républicain relate notre mobilisation, nous souhaiterions donner un conseil à la journaliste : la prochaine fois, il faudrait qu'elle traverse le hall pour aller à notre rencontre afin d'éviter les coquilles. L'association Vivre Ensemble n'existe pas à Vandoeuvre et nous avons débuté notre grève reconductible le 5 décembre et pas le 12 comme elle l'écrit. Pour cette fois on passera l'éponge ;-)

# **RAPPEL : Pique-nique de solidarité lundi 19 décembre de 12 h à 14 h dans le hall du Conseil Général.**

**D'accord, vous venez tous lundi à midi, on débutera notre troisième semaine et on met la pression pour que le soir, de bonnes nouvelles sortent de la réunion entre notre bureau et Mathieu Klein.**

**Nous rappelons que chacun peut passer nous apporter son soutien à tout moment, ce mouvement peut durer.**

## **A bientôt.**

Les éducateurs/trices de Vivre dans la Ville

Annexe 1 :

Motion de soutien du syndicat départemental SUD Collectivités Territoriales 54 adressée à tous les élus et tous les agents du Conseil Général 54.

## **Motion de soutien aux éducateurs-trices de l'équipe de prévention spécialisée de Vivre dans la Ville**

Depuis 15 jours, nos collègues de Vivre dans la Ville sont en grève reconductible.

Ils défendent les valeurs de la prévention spécialisée et refusent les « propositions » du conseil général de fusionner avec d'autres associations (Jeunes et Cités, Pass'Sport...) ce qui amènerait à des suppressions de postes et à une diminution des moyens, mais surtout à une restructuration des équipes sur le terrain et à une remise en cause des fondamentaux de la prévention spécialisée.

Nous appelons les élus départementaux à se positionner immédiatement et collectivement en faveur de la lutte de ces salariés qui se battent avec détermination contre le refus de dialoguer de l'institution. La même institution continue d'ailleurs de communiquer sur une prévention spécialisée présente « partout ».

Nous appelons les agents du CG à se mobiliser pour venir soutenir les salariés de VDV au pique-nique du 19 décembre : RV dans le hall d'accueil entre midi et deux : repas tiré du sac.

Nous appelons tous les salariés du secteur social et des autres secteurs à les rejoindre également.

Le conseil syndical SUD CG 54,

Le 16 décembre 2011

Annexe 2 : Communiqué de soutien de l'UNEF-Nancy

. UNEF-Nancy 23 Boulevard Albert 1<sup>er</sup> 54 000 Nancy

07 70 54 73 57

## **L'UNEF-Nancy porte son soutien aux travailleurs sociaux employés par le conseil général.**

Les éducateurs et éducatrices de Vivre dans la ville, agents du conseil général (C.G) de Meurthe-et-Moselle chargés d'aider les populations des quartiers populaires, sont engagés dans une grève reconductible tournante depuis le lundi 5 décembre, à l'initiative des syndicats Sud et CGT, pour protester contre les réductions drastiques de moyens et les restructurations que le C.G a prévu pour eux dans le cadre d'un plan d'austérité local.

Parce que ces décisions frappent une nouvelle fois des travailleurs qui n'ont aucune responsabilité dans la crise actuelle que traversent la France et le monde, parce qu'après les agents du C.G il y aura d'autres mesures du même acabit qui toucheront le monde étudiants, parce que les jeunes et les travailleurs sont les victimes de la crise économique et

sociale et des plans d'austérités, nous acteurs du mouvement social nous devons nous opposer à la rigueur de droite comme de gauche, l'UNEF-Nancy apporte son soutien total aux travailleurs en grève dans le secteur social, qui subissent de plein fouet les restrictions budgétaires des élus de la majorité du conseil général de Meurthe et Moselle.

Ensemble disons non au plan de rigueur.

Pour l'UNEF-Nancy  
le président  
Jean-Baptiste Bourdellon.

# Grève reconductible tournante et Rassemblement permanent des éducateurs/trices de Vivre dans la Ville

au Conseil Général rue Blandan à Nancy  
11<sup>ème</sup> jour Lundi 19 décembre 2011

## Nouvelles du jour : lundi 19 décembre 2011

Présence de 9h à 16h

Diffusion de tracts à tous les visiteurs du CG et aux agents non encore informés. Les témoignages d'usure professionnelle de la part de collègues du CG continue. Les termes de harcèlement moral au travail sont lâchés. C'est beau un Conseil général de gauche.

Les différentes personnes rencontrées nous ont permis de découvrir l'intox utilisée pour nous faire avaler les projets en cours. Le 5 décembre, 1<sup>er</sup> jour de la grève, Mathieu Klein nous annonçait qu'à part à Vivre dans la Ville, les deux conseils d'administration des autres associations impliquées dans le projet de restructuration de la prévention spécialisée privée, à savoir Jeunes et Cité et Pass'sport et culture, avaient donné leur accord pour une future fusion.

Mensonge. Des administrateurs de Pass'sport et culture rencontrés à l'occasion de notre mouvement nous ont certifié que la majorité de leurs homologues n'avaient jamais entendu parler de prévention spécialisée et qu'ils voyaient vraiment d'un mauvais œil ce rapprochement. Pour Mathieu Pinocchio, leur signature était déjà dans la poche.

Aujourd'hui, Michel Dinet devait inaugurer le nouvel accueil du CG. Surprise, ça a été annulé.

Midi, les premiers soutiens arrivent. On déploie la nappe que l'on pose à terre. Les victuailles s'amoncellent. On ne mourra pas de faim. Plus de soixante-dix personnes en permanence au pique-nique. Une bonne centaine de passages. Plusieurs chèques pour la caisse de solidarité. Merci à toutes et tous. Les syndicalistes SUD et CGT du social, médicosocial et du CG sont présents, les enseignants de Sud-éduc et de la FSU aussi. Nos collègues de diverses structures vandopériennes, les étudiants de l'UNEF, les militants de la Crise, du NPA et des différentes composantes du Front de gauche ont eux aussi répondu à notre invitation. Que de monde, chômeurs, actifs ou retraités tous unis par le refus de la résignation face à ces politiques antisociales.

Un de nos collègues, juché sur une chaise, à l'aide d'un mégaphone, a lu le communiqué suivant :

### COMMUNIQUÉ

#### GARE A L'EFFET DOMINOS

Après 11 jours de grève et de présence dans le hall du Conseil Général entrecoupés de 2 week-ends de mobilisation active, nous, éducatrices et éducateurs de Vivre dans la Ville avons écouté et entendu de nombreux témoignages.

De nombreux salariés du Conseil Général ou de structures financées par lui ont témoigné de la maladie qui rongait leur fonctionnement :

- hyper-hiérarchisation des services (horizontalement, verticalement, bientôt en diagonale),
- dépossession du moindre pouvoir de décision des salariés, hyper contrôle des moyens d'action, contrats d'objectifs et évaluations contraignantes,
- manque de moyens dévolus (postes, personnel, locaux) qui a pour conséquence d'éloigner tout le monde du terrain, de là où nous devrions agir,
- perte de sens individuelle et collective par rapport aux missions normalement dévolues au service / à la structure,

- perte de motivation à appliquer de telles méthodes inhumaines,
- réflexion, rébellion, résignation, désespoir, colère, action syndicale...

A travers ces témoignages, nous avons compris où les études de faisabilité et audits voulaient nous entraîner... Apparemment, les services internes du Conseil Général sont très en avance sur nos petites structures du « privé habilité »... Beaucoup de salariés souffrent au quotidien...

Cependant, nous ne souhaitons pas trop pénaliser les personnes que nous accompagnons au quotidien et particulièrement les jeunes avec qui nous avons préparé un programme de vacances de fin d'année. Nous avons décidé de tenir nos engagements auprès d'eux du mardi 20 au 31 décembre 2011 et mettrons entre parenthèses notre mouvement.

Le bureau de notre association rencontre ce soir Mathieu Klein, vice-président délégué à l'éducation et de l'innovation citoyenne, compétent en matière de prévention spécialisée.

Nous attendons les résultats de cette rencontre.

Nous ne savons pas à ce jour quelle affectation a été décidée pour la rallonge de 200.000 € au budget de prévention spécialisée privée annoncée le 13 décembre 2011. Peut-être aurons-nous quelques explications à ce sujet.

Nous avons montré notre détermination à ne pas accepter que l'on détruise notre outil de travail.

Comme nous l'avons dit plus haut, même si nous obtenons l'assurance de conserver tous les postes de notre association, nous ne pouvons rester sourds à la souffrance de salariés si nombreux et sommes persuadés qu'il faut que l'ensemble des personnels du public et du privé se mobilise pour le retrait complet du rapport solidarité voté le 23 juin dernier et pour le maintien de tous les postes en P.M.I., Prévention Spécialisée publique et logement...

D'autant plus que le Conseil Général préfère financer la fibre optique du réseau internet et le Haras de Rosières-Aux-Salines !

Nous ferons une assemblée générale début janvier. Ce sera l'occasion de faire le point sur la position du CG 54 par rapport à nos revendications, à savoir des engagements fermes certifiant que demain nous continuerons à remplir nos missions avec les mêmes moyens matériels et humains. Nous sommes prêts à continuer la grève. En effet, grâce à de nombreux soutiens, y compris financiers, nous pourrions tenir des semaines à informer le grand public de la dangerosité d'un tel projet, avec le même enthousiasme et la même détermination, jusqu'à obtenir que la réorganisation de la prévention spécialisée soit purement et simplement annulée.

Nous continuerons (grâce à vous tous qui nous soutenez, merci...) aussi longtemps qu'il le faudra !...

Les éducat(eurs)(rices) de Vivre dans la Ville

Le pique-nique et la poursuite de notre mouvement au CG étaient annoncés dès 7h30 sur France Bleu sud Lorraine et dans un billet de Frédérique Braconnot dans l'Est Républicain de ce matin. Billet que je vous livre illico :

### **Pique-nique solidaire**

*La grève tournante entamée depuis plusieurs semaines par les éducateurs spécialisés, salariés de l'association vandopérienne « Vivre dans la Ville » se poursuit.*

*Les éducateurs qui craignent pour la pérennité de leurs postes, suite à l'annonce en juillet dernier, par le conseil général, d'une possible réorganisation des moyens alloués à la prévention, sont toujours présents dans le hall du conseil général et poursuivent leur distribution de tracts.*

*Malgré l'annonce par Mathieu Klein au cours de la dernière session plénière du conseil général d'un amendement budgétaire abondant l'enveloppe allouée à la prévention de 200.000 € supplémentaires, les grévistes poursuivent leur mouvement. « Nous continuerons la mobilisation tant que nous n'obtiendrons pas d'engagement écrit du conseil général qu'il n'y aura pas de futures suppressions de postes à Vivre dans la Ville », expliquent-ils. Aujourd'hui, un nouvel appel à soutien est lancé par l'association qui organise dans les locaux de l'Hôtel Blandan un pique-nique de solidarité.*

*En souhaitant, qu'en guise de dessert, l'accord tant espéré aboutisse... FB*

Il est vrai qu'à l'heure où nous écrivons ces lignes, Mathieu Klein rencontre nos administrateurs.

Qu'il n'y ait pas de méprise, sans avancée satisfaisante de la part du conseil général, nous repartirons de plus belle tout début janvier. Nous faisons un break uniquement conjoncturel, comme nous l'expliquons dans notre communiqué. Vous pouvez compter sur nous !

Un courrier va partir à l'attention de Michel Dinet, Mathieu Klein et des présidents de groupe à l'assemblée départementale. Ce courrier est une demande de rencontre officielle de la part des représentants de la CGT du Conseil Général 54, de SUD Collectivité territoriale 54, de la CGT santé et action sociale 54, de SUD Santé sociaux 54 et des 9 salariés mobilisés pour mettre en avant nos revendications.

Nous vous tiendrons au courant de ce qui a été annoncé par Mathieu Klein et des prochaines échéances.

Sans que cela soit officiel, vous pouvez déjà réserver votre lundi 9 janvier, il y a de fortes chances que cela soit la date de notre prochain pique-nique.

Bonnes fêtes à toutes et tous, si on ne vous écrit pas d'ici là.

En guise de cadeau de fin d'année, nous vous joignons deux jeux pour que tout le monde pense à nous en famille près du feu et du sapin...

**A bientôt.**

Les éducateurs/trices de Vivre dans la Ville

Merci à Souaad pour ces photos





